
L'activité des banques multilatérales de développement en Roumanie en 2017

Les banques multilatérales de développement sont présentes et actives en Roumanie. La Banque Mondiale dispose d'une importante activité d'assistance technique dans le pays. L'institution financière a également une activité plus classique de financement de projets, mais moins importantes que les autres bailleurs multilatéraux (BEI, BERD). Ces derniers interviennent davantage en aval de la Banque mondiale, dans l'accompagnement de la réalisation des projets qu'ils financent, d'infrastructures notamment.

1. La Banque mondiale intervient principalement en amont grâce à son activité d'assistance technique

Depuis 1991, la Banque mondiale a apporté à la Roumanie 12,5 Mds USD de financements à travers une centaine de projets. L'institution financière a élaboré une stratégie de partenariat pays (**Country Partnership Strategy - CPS**) 2014-2017 en Roumanie, prolongée jusqu'en 2018, dont le double objectif est de réduire la pauvreté et de favoriser un meilleur partage des fruits de la croissance en agissant sur trois piliers : (i) gouvernance, (ii) croissance et emploi, (iii) inclusion sociale.

La Banque mondiale dispose d'une stratégie d'assistance technique de haut niveau en Roumanie, que ce soit au niveau des autres institutions financières internationales (BERD, BEI), des institutions européennes ou des Etats-Membres (relation bilatérale). Outre l'assistance technique qu'elle délivre dans le cadre de ses propres outils, la Banque mondiale a développé depuis 2012 son activité d'assistance technique sur fonds européens (via les instruments RAS – **Reimbursable Advisory Services**) qui représente aujourd'hui l'un des plus importants portefeuilles de la Banque dans ce type de services. Depuis 2014, le programme RAS a cru de façon exponentielle, notamment pour répondre au besoin de l'administration roumaine de réaliser certaines conditionnalités ex-ante de la période de programmation 2014-2020 des fonds européens (marchés publics, fonction publique, etc.).

Le portefeuille actuel se compose de :

- **Cinq projets d'un montant de 775 M EUR** dont un seul a été signé en 2017 pour un montant de 60 M EUR afin d'améliorer les services dans le domaine de la justice. Les autres projets portent sur l'amélioration de la transition entre le cycle secondaire et les études supérieures dans le secteur de l'éducation (218 M EUR), ou encore sur l'amélioration du système de santé (304 M EUR).
- **Un fonds fiduciaire de 2,8 M EUR** afin de réduire les concentrations de gaz à effet de serre dans le secteur agricole, pêche et forêt.
- **31 projets d'assistance technique, dont 12 sous le programme RAS, pour un montant de 35 M EUR.** Parmi les projets RAS, trois ont été signés en 2017, dont un pour 9,6 M EUR avec le ministère du Développement Régional pour soutenir la mise en œuvre des fonds européens.

S'agissant de l'IFC¹, le montant de nouveaux prêts octroyé en 2017 s'élève à plus de 150 M EUR, répartis en quatre projets. Parmi ces derniers, deux vont financer des PME détenues ou gérées par des femmes à travers les intermédiaires financiers Garanti Bank et Garanti Leasing. Par ailleurs, les financements

¹ L'IFC est une des cinq institutions de la Banque mondiale et la plus importante pour l'aide au développement. Ses activités concernent exclusivement le secteur privé.

d'IFC vont soutenir le secteur agricole (Agricover, 15 M EUR) et les prêts hypothécaires (Alpha Bank, 50 M EUR). Outre les projets signés, un a été approuvé à hauteur de 44 M EUR pour financer les PME à travers la BCR Leasing. Actuellement, **la Roumanie est le 4^{ème} marché de l'IFC en termes d'exposition en Europe et Asie centrale et le 22^{ème} au niveau monde (1,3% du portefeuille total)**. Depuis 1990, l'IFC a investi environ 2,6 Mds EUR en Roumanie dans 87 projets.

2. La Banque européenne d'investissement (BEI) a octroyé 1,3 Md EUR de nouveaux prêts à la Roumanie en 2017, principalement dans des projets d'infrastructures prioritaires dans le secteur des transports

Les nouveaux prêts octroyés par la BEI en Roumanie s'élève à 1,3 milliard d'euros en 2017. Sur ce chiffre, 80% sont alloués au secteur public dans les infrastructures, principalement pour cofinancer, avec des fonds structurels, des projets dans le secteur des transports au titre du programme opérationnel (PO) 2014-2020 relatif aux infrastructures de grande envergure. Les projets seront localisés dans les régions les moins développées de Roumanie et/ou sur des axes prioritaires du RTE-T². Les financements de la BEI couvriront la contribution budgétaire de l'Etat : l'emprunteur est la Roumanie, représentée par le ministère des Finances Publiques, le promoteur est le ministère des Transports et les bénéficiaires des projets sont les autorités nationales concernées et les entreprises mettant les projets en œuvre au titre du PO. Par ailleurs, environ 10% des projets financés bénéficient au secteur privé de l'environnement et 5% sont allés soutenir les PME à travers des banques commerciales comme intermédiaires financiers. Pour exemple on peut citer, 108 M EUR pour soutenir les investissements municipaux à Bucarest (phase II du projet de traitement des eaux GLINA) et à Oradea (modernisation des infrastructures), 100 M EUR pour financer la première phase du gazoduc BRUA, 75 M EUR à des intermédiaires financiers pour financer des start-ups et des PME ou encore 15 M EUR à Regina Maria pour l'expansion de son réseau médical privé.

Outre les projets signés, 5 sont à l'étude dont 2 approuvés. Ceux-ci ont pour objectif de **financer à hauteur de 200 M EUR des PME et Mid-Caps³** qui soutiennent la création d'emploi, et de **poursuivre l'amélioration de l'efficacité énergétique de Bucarest et de moderniser les infrastructures d'Oradea**, à hauteur de 70 M EUR.

S'agissant du Plan Juncker, encore peu de projets ont été financés en Roumanie. Les autorités locales ont présenté 327 projets au plan Juncker, totalisant environ 63 Mds EUR. Toutefois, peu de projets roumains ont été éligibles aux conditions préétablies dans le cadre du plan Juncker. **A ce jour, 8 projets ont été signés ou approuvés, pour un montant total sur FEIS de 250 M EUR** (le montant d'un des 8 projets n'étant cependant pas divulgué). Les projets concernent les secteurs de l'agriculture (aide à l'acquisition d'équipement de modernisation des fermes), de la sidérurgie (R&D Arcelor-Mittal), du numérique (transition vers la télévision numérique) ou encore de l'énergie (interconnexions gazières). **Deux autres projets ont été approuvés.** De son côté, le portail européen des projets d'investissement (EIPP) comporte 15 projets pour la Roumanie, sur des secteurs très divers⁴ et avec des niveaux de crédibilité et de maturité très inégaux.

² Réseau transeuropéen de transport.

³ Capitalisation boursière comprise entre 250 M EUR et 1 000 M EUR.

⁴ Système d'observation agricole, champ photovoltaïque, modernisation des centrales à chaleur urbaines, contournement sud de Timisoara, plateforme éducative, centre de formation au sauvetage en hélicoptère, zone franche pour le port de Braila sur le Danube.

3. Le nombre de projets et le volume de prêts octroyés par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont rebondi en 2017

En 2017, 29 projets ont été financés par la Banque, contre 15 en 2016. Ce nombre reste néanmoins inférieur à la moyenne de projets financés sur la période 2010-2014 (29 par an en moyenne), principalement dus à de nombreuses privatisations). **En niveau, le montant annuel total des investissements réalisés par la BERD en 2017 s'établit à 546 M EUR, supérieur à son niveau de 2016 et 2015** (respectivement 200 M EUR et 260 M EUR financés) et équivalent à celui de la moyenne sur la période 2010-2014 (550 M EUR en moyenne par an).

Parmi les projets signés, deux l'ont été avec le secteur public, nommément les municipalités de Brasov et Sibiu, pour l'acquisition de nouveaux bus à hauteur de respectivement 25 et 14,2 M EUR. Dans le secteur privé, la BERD a octroyé un financement de 51 M EUR à Banca Transilvana et UniCredit pour accroître l'efficacité énergétique dans le cadre d'un programme « green economy ». La Banque a également participé à deux émissions obligataires de 50 M EUR pour les entreprises Globalworth Real Estate Investments et NEPI. Par ailleurs, la BERD a financé la construction d'une usine (Montana Tech Components, 25 M EUR), l'extension d'un parc logistique (CTPark, 36,7 M EUR) ou encore prêter aux intermédiaires financiers pour améliorer l'accès au financement des PME (Banca Transilvana, 20 M EUR).

Outre les projets signés, 3 ont été approuvés par le Conseil de la Banque, dont un dans le cadre du programme « green economy » (70 M EUR). Les deux autres concernent l'entreprise CTPark (43,8 M EUR) pour soutenir l'expansion de leur parc logistique et l'entreprise Transgaz pour la construction d'un gazoduc dans le cadre du projet BRUA.

Depuis son implantation en Roumanie, l'institution financière a investi 7,7 Mds EUR (dont 62% dans le secteur privé et 23% en participation au capital) dans plus de 400 projets et mobilisé au total plus de 14 Mds EUR grâce à d'autres sources de financement. La composition du portefeuille de l'encours actuel se répartit comme suit : 34% dans les infrastructures, 34% dans l'industrie, le commerce et l'agrobusiness, 18% dans l'énergie et 14% dans les institutions financières. Les quatre priorités stratégiques de la BERD en Roumanie pour la période 2016-2018 sont 1) d'élargir l'accès au financement en développant le marché des capitaux, 2) de réduire les disparités régionales et d'accroître l'inclusion à travers le développement des infrastructures, 3) d'améliorer la compétitivité du secteur privé à travers des investissements ciblés et 4) de répondre aux défis globaux.

Tous droits de reproduction et de diffusion réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique. Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.